

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

**Licenciements facilités, précarité,
temps de travail allongé...**

C'est non !

La loi Travail, à la poubelle !

**La grève générale,
c'est
maintenant !**

Enfin ! Le ras le bol accumulé par toutes ces années d'attaques contre nos droits, nos conditions de vie et de travail, s'est transformé en lutte de masse et tous ensemble. Le 9 mars, avec 500 000 manifestants dans toute la France, et déjà des milliers de grèves, c'était avertissement mais ils ont fait semblant de ne rien entendre. Le 31 mars, et ses millions de grévistes et de manifestants représente un pas décisif : l'heure de la révolte a sonné.

On ne veut pas de la loi « travail », on ne veut plus de ces politiques au service des riches et on se battra tous ensemble pour les stopper. La grève générale est notre arme la plus forte, celle contre laquelle Valls-Hollande, le patronat et les super riches, les flics qui tabassent les lycéens... ne peuvent rien. Elle peut nous unir tous, les lycéens, les étudiants, les retraités, et la vaste classe des travailleurs (dont ceux qui sont privés d'emploi) : ceux qui font réellement tourner l'économie et la société, qui sont réellement utiles alors que les actionnaires, les grands patrons et les politiciens à leur service, du PS au FN en passant par la droite, ne sont que des parasites. Nous sommes plus de 90% de la société. En avançant vers la grève générale, nous pouvons stopper les plans pourris de Valls-Hollande mais également combattre les sales coups du patronat dans les entreprises : les bas salaires, les horaires de fou, les congés refusés, les petits chefs incompetents qui nous harcèlent.

**A nous de leur infliger
une défaite**

Jeter la loi « travail » à la poubelle, ça permettra d'infliger une défaite à toutes les politiques au service du capitalisme, qu'elles viennent du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts, de la droite, ou du FN. Ça permettra également de donner un encouragement à tous ceux qui luttent contre les terribles mesures d'austérité partout en Europe, en Grèce, en Espagne, en Irlande,... tous ces pays où les banques françaises se gavent de milliards en exigeant le paiement de dettes que les peuples n'ont jamais contractées.

Car c'est un plan d'ensemble, répété en boucle dans les médias. La loi « travail » ça marche, regardez en Espagne, regardez en Allemagne,... Sauf que ces mêmes médias ne disent pas, évidemment, qu'en Espagne des millions de personnes se sont retrouvés ou bien sans logement, ou bien sans emploi, ou bien les deux, et que la misère a grandi. Ils ne disent pas non plus qu'en Allemagne, 12,5 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté ! Et que l'Allemagne a connu une multiplication par 5 du nombre de grèves en 2015.

Normal, ces pseudo journalistes n'ont que le discours de leurs propriétaires à répéter : 90% des médias sont aujourd'hui possédés par les grands groupes capitalistes, les mêmes qui demandent à Valls-Hollande de mener la politique qu'ils mènent. Et la boucle est bouclée. Et demain, pour nous diviser, ils nous ressortiront l'excuse de la menace du FN, et la propagande contre les migrants ?

Les bandits du Capital

Valls, Macron, El Khomri sont les nouveaux mercenaires des super riches. La souffrance de millions de travailleurs et de précaires, ils ne connaissent pas, ne



l'ont jamais connue. Ils font des lois sur le Travail en n'ayant jamais travaillé. Valls a dit devant le Medef « j'aime l'entreprise » comme il dirait « j'aime Jupiter » : il n'y a jamais mis les pieds ! Macron ne doit son poste qu'à ses amis haut placés comme Attali, avant d'avoir été conseiller (ne riez pas, c'est sérieux la haute finance, on paye des gens des fortunes pour « conseiller »...) dans la banque d'affaire Rothschild pour plus d'un million d'euros par an. Mais c'est évidemment ces gens là qui font des lois sur le « travail ».

Mais la loi Khomri n'est pas une simple loi, ni une attaque de plus. Ce gouvernement de mercenaires du capital nous a déclaré la guerre. La loi « travail » c'est une contre révolution sociale, la destruction du principal acquis des tra-

vailleurs tout au long du 20ème siècle, celui de se défendre collectivement pour ne pas être de la chair à patrons, pour ne pas être écrasés par l'exploitation et la course au profit à laquelle se livrent les grands groupes.

La crise du capitalisme n'en finit pas, les riches trouvent qu'ils ne s'enrichissent plus assez. Alors, il s'agit de restaurer des profits maximum en obligeant à augmenter le temps de travail sans hausse de salaire, en diminuant les jours de congés. Il s'agit d'empêcher les travailleurs de s'opposer à cela en facilitant les licenciements, et de diminuer au maximum les indemnités lors de licenciements injustifiés ou illégaux. Nous rendre complètement soumis à la dictature des patrons et des actionnaires.

C'est pour cela que le gouvernement fait la loi « travail » comme il a fait d'autres lois les années précédentes. L'ANI, qui facilite les licenciements, le CICE qui permet de donner des millions à des entreprises même si elles suppriment des emplois. Par exemple, La Poste, pour 2015, a reçu 318 millions d'euros de fonds publics, a annoncé 635 millions de bénéfices mais a supprimé 7600 emplois ! En tout, 41 milliards d'argent public donné en 2015, et le chômage a continué à grimper en flèche : plus de 3,5 millions de personnes totalement sans emploi. Et ça sera pire avec la loi El Khomri car faciliter les licenciements comme elle le fait, ça ne sert qu'à une chose : faciliter les licenciements.

28 % en plus. Ce n'est pas la revendication de hausse des salaires des grévistes de Lidl, de Mac Do, des transports en commun de nombreuses villes. C'est la hausse de la fortune de Bernard Arnault, homme le plus riche de France. + 7,6 milliards d'euros, l'équivalent de plusieurs dizaines de milliers d'emplois, et pour une fortune de désormais 34,6 milliards d'euros. Fortune accumulée en licenciant des dizaines de milliers de travailleurs.

La fortune des 500 plus riches s'élève à 460 milliards (pour la partie qui est connue évidemment, une partie est bien cachée, la peur de manquer certainement...). Avec cette somme, on pourrait régler tous les problèmes sociaux et offrir une vie décente à tous et toutes : rendre la santé et l'éducation gratuite, offrir un emploi à tout le monde, réduire le temps de travail, améliorer le logement... Notre problème c'est 500 personnes et quelques politiciens à leur service, en face nous sommes des millions.

Stopper la contre-révolution sociale

La lutte qui a commencé le 9 mars a remis la grève générale à l'ordre du jour. Parce que la loi El Khomri représenterait une telle régression, une telle victoire pour le patronat et les super riches qu'elle serait suivie de nouvelles attaques, plus violentes encore. Déjà Sarkozy a annoncé que s'il était élu, il supprimerait 350 000 emplois de fonctionnaires.

Une telle loi n'a évidemment pas pour but de « rassurer » les employeurs qui auraient peur d'embaucher. Il s'agit de leur permettre d'utiliser les salariés comme de vulgaires pions. La précarité à vie pour une majorité des salariés et des jeunes, eux mêmes futurs salariés, comme avant le code du travail, au 19ème siècle, quand les travailleurs devaient chaque jour faire la queue devant l'usine en espérant être embauchés ce jour là.

C'est une véritable machine à remonter le temps patronal que Valls a créé. Un retour vers le futur de l'esclavage salarial.

Dégager les petits Valls et les petits Sarko qui traînent partout

Déjà avec l'état d'urgence, et l'ambiance répressive de ces 10 dernières années on a vu surgir des petits Sarko et des petits Valls partout. Des proviseurs qui se permettent de frapper des lycéens, des petits chefs dans les entreprises qui hurlent sur les employés et qui n'écourent rien quand on leur parle. Leur mépris et leur arrogance, on n'en veut plus. Tout comme on ne veut plus des discussions bidons entre les syndicats et le patronat/gouvernement. La direction de la CFDT qui se dit en faveur de la loi El Khomri (alors que toute une partie des militants de base sont contre) n'a rassemblé que 1000 personnes nationalement à sa journée d'action du 12 mars quand nous étions 500 000 trois jours avant. Le message est clair : face à la menace, c'est la lutte tous ensemble.

C'est cela qui a permis le succès du 31 mars et qui doit permettre de continuer après. Il faut des assemblées générales, des discussions dans les comités de mobilisation, soutenir les initiatives qui appellent à continuer la lutte et continuer à convaincre les travailleurs qui ne sont pas encore venus manifester et qui n'ont pas encore fait grève de le faire. C'est en arrivant ainsi à une véritable grève générale qui bloque toute l'économie comme celle de Mai 68 qu'on gagnera. C'est cela qui fait peur aux patrons et au gouvernement. C'est vers cela qu'on peut avancer en continuant la lutte, en démarrant des grèves massives là où c'est possible. Le 31 mars, c'était le dernier avertissement, la prochaine fois on doit être encore plus nombreux et prêts à continuer !

Changer le système

Ce qui fait le succès de notre lutte, c'est la volonté de ne plus se faire écraser mais aussi le refus de continuer comme maintenant. Ce système pourri avec ses combines de politiciens, ses magouilles financières sans que personne ne soit



inquiété, ses guerres pour le pétrole et les métaux rares, ses ventes d'avions et la légion d'honneur pour les pires dictateurs, on n'en veut plus.

Le capitalisme, avec ces millions d'enfants qui travaillent pour à peine survivre et fabriquer des objets qui sont vendus hors de prix en Europe, c'est un système monstrueux et barbare. Une lutte victorieuse contre la loi « travail » permettra d'engager la lutte pour renverser ce système, et ses institutions politiques au service d'une minorité de parasites qui font la cour au président ou aux riches.

Le capitalisme qui détruit l'environnement, nous oblige à consommer des aliments toujours moins sûrs, détruit les sols et les mers, il faut le mettre à bas.

Pour une révolution

Il nous faut un parti de masse, de lutte, contre le capitalisme, qui unisse les dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs qui organisent et animent la lutte actuelle contre la loi « travail ». Il ne s'agit pas de se contenter d'adoucir les choses, la vie est déjà terrible pour des millions d'entre nous, il ne s'agit pas de juste changer de « république » pour qu'elle soit un peu plus démocratique. Il s'agit de

s'attaquer au fond du problème, au capitalisme, à l'exploitation, au chômage, à la misère. Il s'agit d'organiser l'économie pour satisfaire les besoins de tous, en mettant en propriété publique les principaux secteurs de production, de distribution, de transport, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population. C'est cela la vraie alternative à ce système injuste, c'est le socialisme démocratique. Il faudra une révolution pour cela et nous pouvons tous et toutes, jeunes, travailleurs, chômeurs, retraités, homme ou femme, quelles que soient nos origines ou notre culture, la préparer. Il faut s'organiser pour cela, construire un parti révolutionnaire de masse qui permette d'organiser la victoire contre le capitalisme.

C'est pour cela que nous luttons. Pour en finir avec la dictature du profit et de l'exploitation, pour refuser que cette dictature s'aggrave encore avec la loi « travail » et pour réellement construire une autre société, un autre monde, tous ensemble, un monde réellement démocratique et libre, sans haine, sans misère, sans racisme ni sexisme : le socialisme.

Organise toi avec nous

La jeunesse dans le mouvement

Les jeunes forment aujourd'hui le fer de lance de la lutte contre la loi « travail ». Cela faisait longtemps qu'un mouvement de jeunes avait eu lieu. Ils furent parmi les premiers à s'offusquer et à relayer leur colère, leurs idées, sur les réseaux sociaux, puis dans les couloirs des établissements scolaires.

Très vite, ils s'organisent pour la journée du 9 mars et même alors que certains reviennent de vacances : sur les 500.000 manifestants dans les rues de France, on comptabilise près de 150.000 étudiants et lycéens.

Il y a chez les jeunes une réelle envie d'apprendre plus sur cette loi. Lorsqu'on prend le temps de discuter avec eux, on se rend compte qu'en réalité beaucoup sont choqués par cette loi, mais aussi par l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, les dividendes versés aux grands patrons, l'exploitation... en somme tout le système pourri qu'est le capitalisme.

Maintenir la pression sans craindre la répression

Le 17 et le 24 les jeunes ont continué à bouger, et ont dû faire face à la répression administrative et policière.

Le système n'a pas de légitimité, surtout aux yeux de la jeunesse. Il ne sait que la réprimer, lui dire de se taire, et envoyer ses flics sur les lycéens

et les étudiants.

Mais, la détermination des jeunes n'a pas fléchi. Ils ont ainsi contribué, ces dernières semaines, à maintenir une ambiance vivace de lutte et de résistance face à la politique du gouvernement et du patronat.

Comme à Tours, où des étudiants ont occupé le local du PS puis celui du Medef! Et à de nombreuses reprises, ils ont été soutenir et encourager les travailleurs dans leurs luttes, comme sur ce piquet de grève McDo à Paris le 23 mars.

La lutte prend de l'ampleur

Les travailleurs font grève massivement aujourd'hui. Tout est de mise avec cette journée du 31, avec les lycées bloqués et les étudiants prêt à venir soutenir, voire tenter d'occuper leur fac.

Car les jeunes en lutte en ont assez du « travail, consommation, et ferme ta gueule » que nous impose le capitalisme.

Le 31 est le dernier avertissement que nous adresserons au gouvernement pour qu'il retire cette loi nauséabonde, et au système tout entier, qui ruine notre planète, qui tue les travailleurs, et qui frappe ceux qui osent protester.

Lycéens, étudiants et travailleurs ensemble, construisons la grève générale qui bloquera l'économie et fera plier Valls et Hollande !

L'État réprime, le gouvernement maquille

Tout le monde a pu voir les vidéos de lycéens ou étudiants en sang, frappés violemment et sans raison par des CRS au cours des dernières mobilisations contre la loi El Khomri.

Pour ne pas se mettre à dos l'opinion publique, le ministre de l'Intérieur Cazeneuve et la ministre de l'éducation Vallaud-Belkacem ont bien sûr dit que les images étaient « choquantes » mais ils ont condamné « toutes les violences »... en mettant sur le même plan des jets d'œufs ou quelques cassages mineurs et les agressions démesurées et bien souvent gratuites de la police !

Ils ont déclaré que des enquêtes seraient ouvertes par la police des police... mais les policiers ne sont quasiment jamais condamnés. L'enquête sur la mort de Rémi Fraisse, qui a reçu une grenade offensive au cours de la bataille contre le barrage de Sivens, a d'ailleurs conclu qu'il n'y avait aucune responsabilité des forces de « l'ordre ».

Par contre via son procureur, le gouvernement réclame que les travailleurs de Goodyear ayant lutté contre la fermeture de leur usine d'Amiens (avec 1100 emplois à la clé), se prennent 24 mois de prison pour avoir retenu des responsables de l'entreprise... sans aucune violence. Sous le systè-

me capitaliste, on peut être un travailleur docile et se retrouver à la rue, mais surtout pas s'en prendre aux patrons !

La violence policière actuelle, ce ne sont pas des « bavures ». Partout en France, la police nationale, les CRS et même la BAC ont tabassé des jeunes et continuent à en arrêter à tour de bras. La vérité c'est que le gouvernement a peur de la vague de contestation qui se propage. Le rejet de sa politique est tel qu'il se sert de la répression pour essayer de s'imposer. Mais il joue à un jeu dangereux, car la répression envers les jeunes peut en motiver d'autres – et aussi beaucoup de travailleurs – à venir manifester, à se mobiliser le 31 mars et ensuite.

En quelques mois, l'État a mis en place tout un arsenal sécuritaire : état d'urgence, permis de port d'arme pour les policiers hors service, loi pénale, loi de surveillance... Tout est fait pour tenter de museler ceux qui veulent se révolter contre la politique du gouvernement. La liberté d'expression, ça n'est que pour les médias au service du système !

Alors amplifions le mouvement, soyons des centaines de milliers dans les rues et ils ne pourront plus rien contre la force du nombre. Leurs lois de répression individuelles seront inutiles !



Rennes :
Charge des flics et gaz contre les étudiants et les lycéens qui défilent. A Paris, les flics ont tabassé des lycéens qui eux aussi défilent sans incident.

Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité
France 1 an = 10 € ; soutien = 20 € ; International = 30€
Chèque à l'ordre de VJE

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Adresse mail : _____

Coupon à retourner à :

Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen

ou à remettre à un militant de la Gauche révolutionnaire

grcontact@hotmail.com - 06 14 07 45 19 - fb: gaucherevolutionnairecio